guerre mondiale, mais, à cette époque-là, les volontaires ne se présentaient pas devant une commission médicale, comme ce fut le cas des recrues au moment où nous nous enrôlions, mais uniquement devant le médecin de l'unité. Parfois, le résultat de l'examen dépendait de l'urgence dans laquelle se trouvait l'unité de recruter des hommes.

Cette déclaration ne vise pas à critiquer les médecins militaires d'il y a 50 ans, car il y avait alors dans toutes les unités un certain nombre d'emplois pour lesquels les exigences étaient moins rigoureuses qu'aujourd'hui. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, dans une large mesure, les corvées de l'administration d'une unité se faisaient à la main et la plupart des honorables députés savent que tout était transporté par des chevaux. En fait, il fallait une armée pour exécuter les corvées quotidiennes d'une unité. On admettait en général qu'il fallait à l'arrière six hommes pour chaque combattant et chacun de ces six hommes était jugé indispensable.

C'est seulement quand on a averti l'unité qu'elle était appelée outre-mer qu'une commission médicale s'est présentée et qu'on a soumis chaque membre de l'unité à un examen médical complet. Celui qui avait la vue faible, mais une bonne paire de jambes pouvait parfois être accepté comme volontaire. Les hommes refusés par la commission médicale n'étaient pas nécessairement licenciés. A cette époque, je le répète, il y avait de nombreux petits emplois et, en plus des fonctions administratives, on formait alors d'autres unités qui avaient besoin de recrues. Il s'agissait de bataillons de pionniers, de bataillons de main-d'œuvre, de bataillons forestiers, de bataillons de sapeurs de chemins de fer et d'autres unités dont la plupart se composaient de soldats de catégorie inférieure. La plupart de ces unités furent, pour finir, envoyées outre-mer et alors, c'est le sort qui décidait si un soldat était rattaché à une unité forestière dans le sud de la France ou aux unités de bûcherons dans une forêt d'Angleterre ou d'Écosse. Je signale ces choses parce qu'on verra plus tard qu'on a complètement oublié ces hommes, au moment d'adopter des lois concernant les allocations aux anciens combattants. Je rappelle à la Chambre que je parle encore des années 1914, 1915 et 1916. Il n'était pas encore question de conscription.

Mais déjà, le Canada était engagé à fond dans une guerre et se voyait obligé d'approvisionner une armée à 3,000 milles du pays. En 1916, on commençait à voir, dans les rues de nos villes, des soldats portant des chevrons de blessés. Le nombre des volontaires baissait. Nos quotidiens publiaient en gros titres les chiffres effarants des pertes canadiennes sur la Somme. Les hommes qui n'auraient pu s'engager une année plus tôt étaient désor-

mais acceptés et ceux de la catégorie A étaient envoyés en Angleterre aussi rapidement que possible. Ceux des catégories inférieures prenaient la place des premiers parmi les personnels d'administration et ils ont allongé la liste des soldats oubliés, quant aux allocations de guerre aux anciens combattants.

En 1917, le Canada avait peine à recruter des volontaires pour remplacer les blessés et les morts. Le gouvernement estima qu'il fallait trouver d'autres moyens. Il y eut en 1917 des élections générales axées sur le thème de la conscription. Un gouvernement de coalition fut élu et l'on adopta une loi sur la conscription. Certaines régions du pays en furent très irritées et l'on constata que l'application en était difficile. Certaines personnes ont prétendu que c'était une loi sur l'exemption plutôt qu'une loi sur la conscription. Elle aurait pu avoir le résultat escompté, mais elle ne contribua assurément point à atténuer l'aigreur et l'animosité qu'éprouvaient les troupes de volontaires envers les nouvelles recrues. Les hommes qui arrivaient en Angleterre après l'adoption de la loi sur la conscription furent immédiatement qualifiés de conscrits, et le surnom leur est resté durant toute la guerre, même si les contingents débarqués en 1917 comprenaient nombre de soldats engagés volontaires au début du conflit, mais retenus au Canada pour une raison ou pour une autre jusqu'à la fin de 1917 ou au début de 1918.

La guerre terminée, les troupes entrèrent dans leurs foyers et se mirent en devoir de se réadapter aux termes de la loi qui prévoyait le nécessaire à leur intention. En ce qui concerne les allocations d'anciens combattants, il fut décrété que le militaire qui avait servi dans les tranchées avait écourté de dix ans son espérance de vie et qu'il devrait toucher des allocations spéciales non accordées à ceux qui avaient servi seulement en Angleterre. L'expression «théâtre réel de guerre» fit alors son apparition et elle s'appliquait à toute l'Europe continentale, même si les conditions qui régnaient dans certaines parties de la France étaient meilleures et comportaient moins de dangers que celles que l'on trouvait dans certaines régions de l'Angleterre et de l'Écosse. Le ressentiment des anciens combattants de la première heure à l'égard de ces soldats qui s'étaient enrôlés en vertu de la loi sur la conscription ne s'éteignit pas avec la guerre. Certaines associations d'anciens combattants allèrent jusqu'à refuser de les accepter dans leurs rangs et à recommander qu'ils ne soient pas admissibles aux primes et allocations. Cette attitude influença sans doute le cabinet fédéral de l'époque et, pendant des années, le soldat volontaire qui accomplissait tout son service au Canada ou en Grande-Bretagne n'avait pas